



SOUS LE HAUT PATRONAGE
de SEM le Premier Ministre du Sénégal
et sous l'égide de la CEDEAO



« L'élevage familial, au coeur des enjeux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre »
Réconcilier souveraineté alimentaire, intégration régionale et développement durable



Note introductive des conférences thématiques

BENIN / BURKINA / CAMEROUN / CENTRAFRIQUE / GAMBIE
GUINEE BISSAU / MALI / MAURITANIE / NIGER / NIGERIA
SENEGAL / TCHAD / TOGO

« L'élevage familial, au coeur des enjeux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre »

Rédaction

Cette note de cadrage des thèmes retenus pour chacune des cinq conférences s'appuie sur les acquis et les enseignements de l'APESS, le vécu de ses membres, les questionnements de l'organisation. Elle a été produite par le Secrétariat général avec l'appui technique de Roger Blein (Bureau Issala) et les apports précieux de Loïc Barbedette.

Partenariats

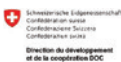
Appuis institutionnels : CEDEAO, UEMOA, CEBEVIRHA, CILSS, CORAF, CIRDES

Appuis techniques : Hub Rural, Bureau Issala, Inter-Réseaux Développement Rural, IPAR, LARES

Appuis financiers : Union Européenne, Coopération suisse au Développement (DDC), CEDEAO



WWW.APSS.ORG



Inter-réseaux
Développement rural

CULTIVONS
LA TERRE. LA VIE. LE MONDE.



Cet événement s'inscrit dans le cadre de l'année internationale de l'agriculture familiale et en relation avec la Campagne Cultivons

Secrétariat Général de l'APSS

04 BP 590 Ouagadougou 04 Burkina Faso
Tél. +226 50 34 66 36 ; +226 66 07 90 53

E-mail : sg@apess.org -
Web site : www.apess.org



2014
Année internationale de
l'agriculture familiale

SOMMAIRE

PAGES

- 4** L'élevage familial : caractérisation, diversité, atouts et contraintes

- 6** Les politiques d'élevage

- 8** Accompagner la transformation de l'élevage familial en mobilisant la recherche-développement

- 10** Moderniser la commercialisation et répondre à l'évolution de la demande : quels rôles pour les organisations d'éleveurs ?

- 12** Education et formation : des enjeux majeurs pour les populations mobiles

1^{ère} Conférence thématique

L'élevage familial : caractérisation, diversité, atouts et contraintes



Les systèmes d'élevage ont fortement évolué au cours des trente dernières années en Afrique de l'Ouest et du Centre. Mais ces mutations majeures sont souvent mal appréhendées. Quelles sont les stratégies des éleveurs ? Comment s'adaptent-ils aux changements qui interviennent dans leur environnement naturel, économique, commercial et institutionnel ? Quel potentiel les exploitations familiales orientées vers l'élevage représentent-elles pour contribuer à approvisionner les consommateurs, gérer les ressources naturelles et réduire la pauvreté rurale ?

Hormis quelques rares formes d'élevage de type capitaliste, l'immense majorité des systèmes d'élevage en Afrique de l'Ouest et du Centre repose sur des exploitations familiales. Le capital de production appartient à la famille, l'essentiel du travail est fourni par ses membres et les produits de l'élevage (lait, viandes, voire cuirs et peaux) sont autoconsommés ou vendus sur les marchés pour couvrir les besoins familiaux. Pourtant, c'est bien souvent l'élevage de type capitaliste et productiviste auquel les décideurs publics font référence pour penser les réformes et la modernisation du secteur, et ce, malgré ses conséquences sur l'environnement, l'emploi des jeunes, la santé humaine, le bien-être animal, les coûts de production, etc.

Depuis quelques années, l'élevage attire les investisseurs en quête de revenus importants ou de prestige. A la faveur des crises, de nombreux troupeaux en zone pastorale sont devenus propriété d'hommes d'affaires, de fonctionnaires ou de commerçants. Ils en confient l'entretien à des bouviers ou des bergers, salariés ou rétribués en nature. Ce sont aussi ces formes de salariat que l'on voit se développer dans les élevages orientés

vers l'emboche bovine et ovine, ou la production laitière, à la périphérie des villes. Ces élevages reposent sur des systèmes de production relativement intensifs en raison du dynamisme des circuits d'approvisionnement en intrants zootechniques : fourrages grossiers, aliments complémentaires concentrés, médicaments, etc. Ces formes d'élevage sont orientées par les évolutions et le dynamisme du marché urbain.

Malgré ces évolutions, l'élevage familial « lié à la tradition » résiste, mais connaît lui aussi des mutations profondes. La croissance globale du cheptel traduit son dynamisme. Mais au-delà des chiffres, ce sont les différents systèmes d'élevage qui tentent de s'adapter. Pour mieux saisir ces changements, APESS a réalisé des « profils d'exploitation » d'éleveurs, dans le cadre de l'observatoire régional des exploitations familiales. Sans être « statistiquement représentatives » ces enquêtes approfondies réalisées par voie d'entretiens approfondis auprès des familles permettent de saisir la diversité des situations dans le Sahel et en zone de Savanes. Elles permettent d'appréhender les transformations en cours, les performances des exploitations et les stratégies des éleveurs.

Dans l'immense majorité des exploitations, l'élevage est l'activité dominante et la principale source de revenus. Mais la plupart développent aussi des activités agricoles et des activités génératrices de revenus, hors de la sphère agropastorale. Les chocs et le changement climatique sont des réalités très concrètes pour les éleveurs, depuis plus de 30 ans. Le principal changement est là : de très nombreux éleveurs ont choisi ou ont été contraints d'envisager des formes de sédentarisation au moins partielle et d'introduire l'agriculture dans leurs systèmes d'activités. Une majorité est passée en moins d'une génération du pastoralisme à l'agropastoralisme. Si la production laitière est privilégiée, sa valorisation reste fortement tributaire des circuits de commercialisation. Le développement des mini-laiteries et la proximité des débouchés changent la donne pour les familles qui y ont accès. L'embouche, considérée comme une activité commerciale, se développe mais reste assez marginale. En zone sahéenne, la pratique de la transhumance reste systématique. Dans l'ensemble, 80 % des exploitations ont recours à des activités extra agropastorales pour trouver leur équilibre. Celles qui n'y parviennent pas ont recours à l'endettement.

Mais derrière ces tendances générales, la situation des exploitations et leurs trajectoires se différencient fortement. La situation des éleveurs est déterminée par cinq grands paramètres : (i) la production du cheptel et des terres cultivées, (ii) les autres revenus des activités extra agropastorales, (iii) l'orientation et l'équilibre de la consommation familiale, (iv) l'état et la capacité de renouvellement du capital productif (accès à l'espace, sécurité foncière et fertilité des terres, santé animale), et enfin, (v) le capital social, avec des dimensions essentielles : la cohésion de la famille, les valeurs culturelles qui sous-tendent son fonctionnement et, son réseau de relations sociales. Cet ensemble étant déterminant dans la capacité de l'exploitation familiale à se reproduire, s'adapter et se transmettre.

Deux grandes catégories de stratégies ressortent des enquêtes:

- Accroître la sécurité du système, via des transformations sociotechniques et organisationnelles maîtrisées, et une valorisation des savoirs et savoir-faire liés à la tradition ;
- Augmenter ses revenus mais avec une prise de risques accrus. Ces exploitations investissent fortement mais deviennent aussi plus vulnérables.

La vision de l'APESS.

Depuis 25 ans, APESS accompagne les éleveurs dans l'adaptation progressive de leurs systèmes d'exploitation aux changements qui caractérisent leur environnement : ruptures socio-environnementales liées aux chocs climatiques, évolution des ressources naturelles, évolution des marchés, changements des rapports avec les autres acteurs, réformes des politiques, etc. Mais depuis sa création APESS considère que ces adaptations doivent être abordées en s'appuyant sur la culture des éleveurs, leurs connaissances fine de la complexité des milieux dans lesquels ils vivent, leurs savoir-faire. Le défi est de parvenir à exploiter ce réservoir de connaissances pour maîtriser les adaptations nécessaires, rendues inévitables par les transformations des sociétés et des milieux naturels en Afrique sahéenne et soudano sahéenne.

Promouvoir un « Elevage familial moderne de vie » est la concrétisation de cette volonté. L'Afrique de l'Ouest et du Centre disposent de systèmes d'élevage en capacité de répondre aux multiples enjeux régionaux et aux défis des prochaines décennies. Les producteurs ont montré leur capacité d'adaptation, mais au prix d'une fragilisation de leurs systèmes de vie pour une partie d'entre eux.

Les éleveurs peuvent répondre à la croissance de la demande en produits animaux. Ils sont d'ailleurs les seuls à pouvoir le faire, sauf à renoncer à réduire la dépendance à l'égard des importations du marché mondial, extrêmement coûteuses en devises. Mais ils ne pourront le faire sans être accompagnés par des politiques volontaristes et appropriées à l'échelle nationale et régionale. La première qualité de ces politiques doit être de reconnaître les éleveurs comme des citoyens à part entière, qui contribuent fortement à l'économie et à la gestion des biens publics régionaux. Leur deuxième qualité est de comprendre la complexité des modes de gestion des troupeaux, et plus largement des exploitations familiales liées à l'élevage. La troisième qualité de ces politiques est de négocier les mutations avec les organisations dont se sont dotés les éleveurs pour les appuyer et les représenter, et de s'appuyer sur ces organisations pour gérer les transformations du secteur de l'élevage.

Plus d'infos... :

Profils d'exploitations familiales d'éleveurs en Afrique de l'Ouest et du Centre ; APESS ; 2013.

Document d'Orientation Stratégique de l'APESS (DOS) : Pour un élevage familial moderne de vie ; Août 2011.

2^{ème} Conférence thématique

Les politiques d'élevage

Parole d'éleveur :

« Si tu ne fais pas la politique, la politique te fera »



Quelles visions de l'élevage sont sous tendues par les politiques publiques nationales ? Quels en sont les points forts et les principales faiblesses ? Dans un secteur où les interdépendances entre les pays sont fortes, quelles sont les dimensions portées par l'ECOWAP ? Alors que le financement du secteur agricole au sens large reste insuffisant, qu'en est-il du financement public du sous secteur élevage ?

L'élevage est un secteur majeur en Afrique de l'Ouest et du Centre. Majeur sur le plan économique et de par sa contribution au PIB agricole, notamment dans les grands pays d'élevage sahéliens. Mais c'est surtout un secteur crucial par les multiples fonctions qu'il remplit : valorisation des ressources naturelles et gestion de l'espace, base des ressources et moyens d'existence de millions de familles rurales, vecteur de sociabilité, de valeurs culturelles fortes et de savoirs, en lien avec les rapports qu'entretiennent les familles d'éleveurs avec la nature et l'animal, etc. Enfin l'élevage contribue fortement à la sécurité alimentaire et est le principal vecteur de l'intégration régionale des économies agropastorales. Historiquement, l'élevage repose sur la complémentarité des potentialités agro-écologiques et des marchés :

- la mobilité des animaux est le facteur clé de la sécurisation des systèmes d'élevage pastoraux. Les transhumances internes et transfrontalières permettent d'assurer un approvisionnement en fourrage et en eau, sur l'ensemble du cycle de production. Cette mobilité permet aussi

l'engraissement et la finition progressive des animaux, avant leur commercialisation et l'abatage notamment dans les pays côtiers ;

- Les pays sahéliens enclavés sont excédentaires nets, et alimentent les marchés côtiers, déficitaires nets, dont le développement de l'élevage ruminant reste entravé par la trypanosomose.

Tant pour les éleveurs que pour les Nations et la région, l'élevage est multifonctionnel et bien plus qu'une simple activité économique ou commerciale.

Des politiques souvent cloisonnées dans l'espace national

Mais ces fortes complémentarités écologiques et économiques sont confrontées à des mutations importantes. Les espaces de parcours du sud des pays sahéliens et du nord des pays côtiers sont de plus en plus convoités sous le double effet de l'extension des terres cultivées et de l'introduction croissante de l'élevage dans les systèmes agricoles (traction animale, diversification des revenus, équilibre de la fertilité des

sols). La compétition sur les ressources s'accroît à la faveur de la croissance démographique et remet en cause les « conventions traditionnelles » sur lesquelles reposaient les échanges entre pasteurs et populations sédentaires dans les zones d'accueil (échanges fumure et lait, contre pâturages et produits agricoles). Les conflits sont de plus en plus nombreux et violents, et alimentent des formes de stigmatisation des populations mobiles préjudiciables à la paix sociale.

Face à cette situation, le risque est grand de voir les pays se replier sur eux-mêmes. On le constate déjà à travers les ambitions d'autosuffisance en produits animaux portées par les PNIA des pays côtiers, pour lesquels la transhumance est souvent vécue comme un archaïsme. Les pays sahéliens ne sont pas non plus à l'abri de ces tentations « nationalistes » : ils estiment qu'ils pourraient mieux valoriser leur cheptel en développant la transformation et en exportant des viandes.

Pays côtiers et sahéliens ont tendance à cloisonner les deux débats : les filières de commercialisation, et la gestion des ressources naturelles et de la mobilité, alors même que ces deux problématiques sont étroitement interdépendantes.

L'élevage, parent pauvre des budgets publics

L'engagement de Maputo en 2003 invitait les pays à « investir au moins 10 % des budgets nationaux dans l'agriculture, et à allouer 30 % de cette part à l'élevage ». Une majorité de pays de la région sont encore loin de l'objectif général. En moyenne régionale, la part de l'agriculture dans les budgets s'est stabilisée autour de 7 % et seuls 4 pays franchissent le seuil des 10%. Mais surtout, la part consacrée à l'élevage est systématiquement inférieure à 10%, y compris dans les pays dont l'élevage représente 25 à 35 % du PIB agricole. Au delà des financements publics indispensables dans la recherche, les questions sanitaires, l'aménagement des espaces pastoraux, les marchés, etc., les exploitations familiales orientées vers l'élevage sont généralement démunies sur le plan du financement. Considéré comme une activité à très hauts risques (climatiques

et sanitaires), les banques qui méconnaissent ce secteur n'ont pas développé de services financiers adaptés. Difficile dans ces conditions d'améliorer les systèmes d'élevage, d'investir dans les équipements, etc.

Une grande difficulté à intégrer les multiples dimensions des systèmes d'élevage

Les institutions publiques rencontrent des problèmes de différents ordres. Mais la question de la gouvernance institutionnelle du secteur de l'élevage est particulièrement cruciale. L'intégration croissante de l'agriculture et de l'élevage militerait pour un ministère unique, mais au risque d'une marginalisation accrue de l'élevage. Par ailleurs, d'autres dimensions majeures de l'action publique sont gérées par d'autres ministères : la santé publique, l'hydraulique, l'environnement, l'intérieur, le commerce, l'éducation, etc. Il en découle des besoins de coordination interministérielle très importants, que les Gouvernements peinent à impulser. Au niveau régional, l'ECOWAP s'est elle-aussi concentrée sur les questions agricoles. Le plan d'action « élevage » comporte de multiples dimensions (investissements, réglementations sanitaires, gestion des ressources naturelles partagées, structuration des chaînes de valeur, etc.), mais tarde à être pleinement mis en œuvre.

En résumé, confronté à des mutations majeures, les systèmes d'élevage ont besoin d'être compris et accompagnés par des politiques nationales et régionales fondées sur une vision claire et partagée. Ces politiques doivent intégrer la multifonctionnalité de l'élevage pour répondre aux attentes des éleveurs, leur offrir des perspectives, les accompagner dans l'évolution de leurs systèmes de production, de leurs rapports aux autres usagers des ressources et enfin de leurs rapports avec les autres acteurs des chaînes de valeur bétail-viandes.

Plus d'info...:

Le financement public dans l'élevage au Sahel depuis 10 ans : un double sous investissement. APESS ; 2014. Synthèse et Notes nationales.

3^{ème} Conférence thématique

Accompagner la transformation de l'élevage familial en mobilisant la recherche-développement

« Les éleveurs, savants analphabètes » Ampâthé Bâ



Face à de multiples systèmes d'élevage confrontés à des mutations majeures de leur environnement naturel, économique et institutionnel, comment s'appuyer sur les savoirs faire et connaissances des éleveurs pour développer des innovations porteuses de changement ? Comment améliorer le dialogue entre chercheurs et éleveurs pour mieux répondre aux attentes ? Quels peuvent être les apports des plateformes d'innovation à la connaissance ?

Les systèmes d'élevage ont profondément évolué depuis la fin des années 70. Les sécheresses des années 1973-74 puis 1984 ont considérablement affaibli les fondements de l'élevage pastoral. Depuis, si ces épisodes ne se sont pas renouvelés avec une telle gravité, la variabilité et les changements climatiques exercent une pression forte sur les systèmes d'élevage dans les zones semi arides. Pour s'adapter à ces changements des milieux naturels et sécuriser leurs systèmes de vie, les éleveurs ont se sont déplacés vers le Sud de la région et ont développé l'agriculture pour diversifier leurs sources de revenus et améliorer la couverture de leurs besoins alimentaires. Dans le même temps, les agriculteurs sédentaires des zones soudano-sahéliennes ont fortement développé l'élevage (diversification des sources de revenus, culture attelée, amélioration de la fertilité des sols). Une partie de leurs troupeaux rejoignent les espaces

pastoraux pour libérer les champs pour les cultures d'hivernage et reviennent à l'issue des récoltes. L'accès aux champs et aux résidus de récolte qui fondaient une partie des conventions d'échanges entre éleveurs et agriculteurs se trouve dès lors remis en cause. D'une complémentarité entre pasteurs et agriculteurs, on est passé à une compétition croissante sur l'accès aux ressources.

La semi-sédentarisation, avec la fauche et la conservation des fourrages grossiers en prévision de la saison sèche est une des principales orientations techniques portées par APESS. L'amélioration de la productivité du cheptel (lait et viandes), de façon à limiter le nombre d'animaux et réduire la pression sur les ressources est aussi une des voies promues.

Mais ces changements majeurs des systèmes de

production ont été inventés par les producteurs, avec un faible soutien de la recherche. Ils ont occasionné des bouleversements dans l'organisation et la répartition du travail au sein des familles, accru la monétarisation des ménages d'éleveurs. Ils font appel à des compétences techniques et de gestion qui sont très différentes des savoirs faire des éleveurs liés à la tradition.

S'appuyer sur le vécu et les pratiques des éleveurs

Les enquêtes auprès des éleveurs ont illustré une très grande diversité des systèmes techniques et des capacités à organiser et gérer l'ensemble des activités de ces nouvelles exploitations familiales, qui combinent activités agricoles et pastorales. Malgré ces stratégies de diversification des activités assises sur la semi sédentarisation, une proportion importante des éleveurs ne parviennent pas à couvrir leurs besoins et doivent recourir à d'autres activités rurales hors de l'agropastoralisme, ou recourir à un endettement croissant. Ils sont aussi de ce fait très vulnérables au moindre choc qui affecte leur niveau de ressources ou de dépenses. L'examen de ces bilans d'exploitation réalisés par les éleveurs avec l'appui de leur organisation, l'APSS, les a conduit à mesurer les progrès technico-économiques ou organisationnels qu'ils doivent réaliser pour améliorer la situation de la famille.

Deux grands domaines d'intervention devraient permettre des progrès importants : les dimensions techniques de l'intégration agriculture-élevage pour améliorer les performances de production d'une part, et l'amélioration de la valorisation des productions (lait et viandes) via une structuration des chaînes de valeur, d'autre part.

Innover sur le plan technique et économique

C'est autour de ces deux grands domaines que sont nées les plateformes d'innovation. Ces plateformes reposent sur le principe de la capitalisation des pratiques, du repérage des innovations adaptées, sur leur intégration par les éleveurs ou les agro-éleveurs. Elles reposent aussi sur le principe du partenariat et du dialogue entre les éleveurs et les chercheurs, entre les éleveurs et les institutions, entre les éleveurs et les autres acteurs des chaînes de commercialisation et de transformation des produits.

Ces plateformes sont en cours d'installation. Elles visent à atteindre cinq résultats : (i) disposer d'un état des lieux des systèmes de production intégrés culture-élevage ; (ii) disposer de cadres de concertation techniques et économiques opérationnels ; (iii) tester et promouvoir

des technologies et des innovations au sein des systèmes d'agriculture-élevage ; (iv) renforcer les capacités des différentes catégories d'acteurs (producteurs, collectivités locales, institutions de recherche, services techniques, ONG et secteur privé) et développer la prise en compte des dimensions liées au genre dans la production et dans la commercialisation ; (v) améliorer l'accès aux intrants agricoles et d'élevage, améliorer la mise en marché et mieux répartir la valeur ajoutée entre les différents acteurs des chaînes de valeur.

Mais la principale innovation de ces plateformes, c'est de placer l'éleveur ou l'agro-éleveur au centre de la recherche-développement ! C'est sur cette révolution dans l'approche que mise APSS pour que la recherche puisse intégrer la complexité des systèmes d'exploitation et les rationalités des éleveurs. La capitalisation de ces nouvelles façons de travailler, de produire et diffuser l'innovation et la connaissance devra permettre de rénover en profondeur les politiques de recherche, les comportements et les pratiques de la communauté scientifique.

Plus d'info... :

APSS-CORAF : Intensification durable des systèmes intégrés agriculture-élevage en vue d'accroître la productivité agropastorale et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre (ISIAE)

4^{ème} Conférence thématique

Moderniser la commercialisation et répondre à l'évolution de la demande : quels rôles pour les organisations d'éleveurs ?



Dans un contexte de forte croissance de la demande et de diversification des attentes des consommateurs, comment assurer une modernisation maîtrisée de la commercialisation, de la transformation et de la distribution des produits animaux pour contrecarrer la croissance des importations extra-africaines ? Comment renforcer le pouvoir de marché des producteurs ? Quels rôles doivent-ils jouer dans les interprofessions nationales et régionales émergentes ?

En Afrique de l'Ouest, 48 % de l'approvisionnement des populations en viandes repose sur les importations extra-africaines ! Cette pénétration des produits étrangers s'est engagée dans les années 70-80 à la faveur des exportations d'excédents subventionnés de l'Europe, alors que l'élevage sahélien connaissait une crise majeure liées aux sécheresses successives, et que les consommateurs étaient confrontés à des baisses drastiques de leurs revenus. Depuis, les importations de volailles, de bas morceaux de bovins, de sous produits de la découpe industrielle n'ont fait que progresser, même si les origines ont évolué (au profit de l'Amérique latine). Le fait que 60 % de la population régionale vit sur la bande côtière (moins de 150 km des côtes), et est très urbanisée, constitue un défi supplémentaire pour les filières d'approvisionnement local.

Une très forte dynamique de la demande

La demande en produits animaux croît aujourd'hui à un rythme évalué à 4 % par an, alors que l'offre ne

progresserait que de 2 à 3 %. Cette dynamique de la demande recouvre en réalité plusieurs phénomènes importants :

- une augmentation quantitative des besoins liée à la croissance de la population ;
- une augmentation de la consommation individuelle de protéines animales (lait et produits laitiers, œufs, viandes, poissons) liée aux modes de consommation urbains et à l'accroissement des revenus d'une part importante de la population (classe moyenne émergente) ;
- une différenciation des attentes des consommateurs, avec une classe pauvre et très pauvres qui privilégient le prix, et des classes de revenus supérieurs qui sont attachées à la qualité : mode découpe, hygiène et sécurité sanitaire.

Ces phénomènes d'accroissement et de différenciation de la demande devraient se renforcer à l'avenir. On

parle d'une demande qui doublerait d'ici à 20 ans, ce qui représente une opportunité nouvelle pour offrir des perspectives économiques aux éleveurs. Mais c'est aussi un défi !

Une opportunité pour les éleveurs, mais un défi difficile à relever

Les exploitations familiales fondées sur l'élevage sont désormais insérées dans l'économie marchande. Mais, le rapport des éleveurs au marché doit être compris à la lumière des multiples fonctions que recouvre la pratique de l'élevage. Le lait, principal produit, est très mal valorisé faute d'unités de transformation ou de proximité du marché. La mise en marché des animaux n'est pas quant à elle raisonnée en fonction des cours des marchés, mais prioritairement dans un objectif de préservation du capital cheptel et de sa reproduction. La gestion et la minimisation des risques sont au centre des décisions des éleveurs. Cette réalité, qui fait la force des systèmes d'élevage ancrés dans la tradition et leur donne cette capacité d'adaptation, est aussi sa faiblesse quand il s'agit de réfléchir la façon dont les systèmes d'élevage peuvent être accompagnés pour s'adapter aux besoins du marché et mieux assurer la souveraineté alimentaire de la région.

Les éleveurs de ruminants sont en fait confrontés à plusieurs concurrences :

- Pour le lait, c'est principalement la concurrence des importations de poudre de lait, reconstitué localement par des industries. Elles disposent des installations, ont accès à une matière première régulière (taxée comme un intrant- 5 % de droits de douane). Elles rechignent à privilégier les filières lait locales pour trois raisons principales : l'atomisation et l'éloignement de l'offre, les problèmes de conservation et de qualité sanitaire sur la chaîne d'approvisionnement, et enfin, l'irrégularité de l'offre sur l'année.
- Pour les viandes deux grandes concurrences s'exercent :
 - o Les filières à cycles courts (volailles) qui se développent à la périphérie des centres urbains et qui permettent des formes de semi-industrialisation de la production et de l'aval, et fournissent des viandes souvent moins chères que les viandes bovines ou ovines ;
 - o Les importations de produits « bas de gamme » très compétitifs, et dont la mauvaise qualité est « diluée » lorsque les viandes sont utilisées dans la préparation des plats à base de sauces ;

Mais la concurrence s'exerce aussi le long de la chaîne de valeur bétail-viandes. En raison des déficits fourragers et du faible accès aux aliments du bétail, les éleveurs vendent des animaux non finis. Embouchés à la périphérie des villes par des commerçants de bétail ou des cadres urbains, ces animaux sont rapidement finis avec une valeur ajoutée élevée.

Les éleveurs sont souvent pointés du doigt lorsqu'est évoquée la difficulté de moderniser les filières bétail-viandes. Or, les éleveurs n'ont souvent qu'un faible pouvoir de négociation au sein de la filière face aux négociants. Et, tout l'aval de la filière échappe généralement à leur maîtrise. Ils sont souvent assez marginalisés dans les organisations interprofessionnelles, dominées par les commerçants, ou les commerçants-emboucheurs.

Les organisations d'éleveurs sont encore faiblement organisées pour intervenir sur les enjeux liés à la commercialisation. Elle sont davantage structurées pour gérer des services (formation, vaccinations, accès aux médicaments, etc.) et participer à la gestion des biens communs tels que les points d'abreuvement, l'accès aux parcours, etc. Les organisations nationales représentent, quant à elles, les éleveurs auprès des pouvoirs publics (code pastoral, couloirs de transhumance et aménagements des points d'eau, politiques de l'élevage plus généralement).

Pour que des interprofessions puissent correctement fonctionner et jouer leur rôle de structuration de chaînes de valeur efficaces, répondant à la diversité des besoins des consommateurs, les producteurs doivent d'abord se renforcer sur le terrain économique : gestion de l'information sur les prix, identification des opportunités de marchés, etc., voire s'organiser pour mettre en marché des lots d'animaux finis, mieux valorisés, qu'ils pourront négocier avec les acheteurs. Sans des organisations économiques fortes au niveau des éleveurs, les interprofessions nationales ou régionales resteront des modes d'organisation déséquilibrés. Mais c'est aussi tout un ensemble de techniques de production qui peut évoluer pour améliorer la régularité de l'offre notamment via la sélection des animaux, les techniques d'affouragement, la complémentation ; assurer la sécurité sanitaire via le respect des vaccinations et les soins vétérinaires, etc. En bref, améliorer la productivité sans pour autant renoncer à la multifonctionnalité de l'élevage.

Plus d'info :

Les plateformes d'innovations (Cf. note sur la recherche-développement).

Education et formation : des enjeux majeurs pour les populations mobiles

Parole d'éleveur :

« Si tu as des animaux mais que tu n'as pas la connaissance, tu ne peux pas évoluer »



Longtemps écartés des systèmes classiques d'éducation et de formation, les éleveurs sont aujourd'hui conscients que la connaissance est le principal instrument qui leur permettra à eux –mêmes et à leurs enfants de réaliser leurs ambitions : s'adapter sans renier ses valeurs, se professionnaliser tout en retrouvant de nouveaux équilibres entre l'Homme, l'animal, la nature et en s'appuyant sur sa culture et son savoir.

Les éleveurs sont aujourd'hui très conscients que l'alphabétisation et la formation, l'éducation de leurs enfants sont les principaux leviers de leur devenir. L'idée souvent véhiculée que les éleveurs sont rétifs à l'éducation est une idée du passé. La question n'est plus là mais dans le contenu même de l'éducation et de la formation. Participation, approche inclusive des acteurs, tous ces concepts font qu'aujourd'hui, les décideurs publics entendent mieux les éleveurs et leurs représentants que par le passé. Longtemps marginalisés par le système éducatif classique en raison de leurs spécificités, les éleveurs entendent aujourd'hui prendre ces questions à bras le corps, car elles déterminent le devenir des sociétés d'éleveurs et leur intégration dans la société.

Les sociétés pastorales et agropastorales ont longtemps perçu l'éducation comme un vecteur d'assimilation

à une forme de modernité qu'ils ne partageaient pas. Cette méfiance s'inscrivait dans un sentiment plus large d'exclusion, lié notamment au fait que ces valeurs de modernité étaient promues par des élites enclines à considérer les sociétés « mobiles » comme des archaïsmes. Dès lors, les éleveurs traditionnels craignaient par dessus tout que l'éducation de leurs enfants ne signe leur propre perte. A cela s'ajoutaient évidemment les difficultés d'organisation, induites par la mobilité des familles et donc des enfants. L'école n'a pas été pensée et organisée pour des sociétés mobiles mais pour des communautés fixes, sédentaires.

Les grandes sécheresses des années 70 puis 80 ont amplifié le sentiment de perte d'identité chez les éleveurs liés à la tradition en raison des ruptures brutales que ces chocs ont induits : pertes du troupeau, déplacements vers le Sud, stratégies de survie, perte de cohésion familiale...

Les mutations accélérées que connaissent les éleveurs changent la donne. L'analphabétisme est désormais vécu comme un vecteur d'exclusion dans des sociétés empreintes de rapports territoriaux, sociaux et économiques de plus en plus complexes. Les éleveurs sont pleinement conscients que la formation et l'éducation sont la clé, même s'ils continuent de nourrir certaines craintes. La principale crainte : formés, leurs enfants tourneront le dos à l'élevage ! Mais aussi leur principal espoir : formés, leurs enfants rejoindront peut-être l'élite et ils seront alors mieux compris et soutenus !

C'est fort de ces constats que l'APESS a réfléchi la question : l'impérieux besoin d'introduire l'éducation et la formation pour disposer des leviers de changements, sans pour autant tourner le dos aux fondements culturels des sociétés pastorales et agropastorales.

Revaloriser la culture des éleveurs

Les sécheresses brutales ont bouleversé les modes de vie des éleveurs liés à la tradition. Ils étaient d'autant plus désarmés que la plupart des décideurs publics sahéliens ont vu dans ces chocs climatiques la fin du pastoralisme, qu'ils jugeaient archaïque. Tournant le dos au rôle fondamental joué par l'élevage dans l'économie, l'aménagement du territoire et la valorisation des espaces sahélo-sahariens, les gouvernements –souvent méfiants à l'égard de populations mobiles - ont longtemps promu des politiques de sédentarisation comme réponse à la vulnérabilité de l'élevage mobile. Mais la résilience et la capacité d'adaptation des éleveurs sont fortes. Cependant, cet ostracisme des gouvernements, qui a aussi encouragé les comportements hostiles des populations sédentaires, ont fait douter les éleveurs de leur place dans la société, et plus largement de leurs capacités à faire prévaloir leurs valeurs.

Dans ce contexte l'APESS s'est beaucoup investi pour redonner confiance aux éleveurs. C'est notamment tout le travail qui a été fait sur la sélection animale, l'amélioration de la conduite des troupeaux, la gestion de l'espace et des ressources naturelles, en travaillant à partir de la redécouverte des savoirs et connaissances traditionnelles. Redonner confiance aux éleveurs, c'est ce qui permet d'anticiper et de gérer les changements et les adaptations nécessaires, en s'appuyant sur des valeurs qui structurent les sociétés.

Chacun sait que la mobilité des éleveurs est rendue plus difficile en raison de la compétition croissante sur les ressources dans les zones d'accueil. L'analphabétisme, la méconnaissance de l'autre, l'ignorance des règles alimentent ces conflits souvent meurtriers. C'est dans ce contexte que le PREPP, le Programme régional d'Education

et de Formation des Populations Pastorales en zones transfrontalières est né, à partir d'une expérience pilote, le PEPAN, conduite sur l'espace frontalier Bénin-Burkina Faso.

Ce programme vise à relier fortement les problèmes concrets que vivent les éleveurs, et le contenu de l'éducation et de la formation de base. Au delà de l'éducation de base (10 000 éleveurs transhumants dont 3000 femmes), le programme inclut la formation professionnelle. Portée par des comités transfrontaliers associant les organisations de pasteurs, les acteurs locaux et les collectivités. Le programme est mis en œuvre à travers des partenariats pédagogiques avec des organisations spécialisées (OP ou ONG d'appui) : Andal et Pinal au Burkina Faso, Potal Men au Bénin, Communication pour un Développement Durable au Togo, AREN du Niger, ADRB au Tchad, Delta Survie au Mali et GNAP en Mauritanie. APESS associe le Réseau Bilital Maroobé, notamment pour développer le plaidoyer sur ces questions auprès des Etats et des institutions régionales. Aujourd'hui le programme est concerné cinq espaces transfrontaliers : Burkina/Bénin/Togo ; Mali/Burkina ; Niger/Bénin ; Tchad/Niger ; Mauritanie/Mali.

La stratégie vise à créer les conditions d'un dialogue apaisé entre les éleveurs et les communautés des zones d'accueil. Elle accompagne la mise en place des comités ou commissions locales de prévention et gestion des conflits entre usagers des ressources. Par ailleurs, pour l'APESS, l'approche fait une place de choix à la formation professionnelle, en lien avec la reconnaissance des métiers pastoraux et l'élaboration de référentiels pour ces métiers. Cette innovation centrale s'inscrit dans une optique de professionnalisation des éleveurs et pasteurs.

Ces dynamiques constituent des leviers majeurs tant sur le plan du processus, avec une forte implication des éleveurs et la pleine prise en compte de leurs contraintes, que sur le plan des contenus et des méthodes de formation. Il s'agit là d'une opportunité pour développer un partenariat multi-acteurs (institutions publiques et socioprofessionnelles) sur des questions stratégiques intersectorielles (élevage, éducation, développement territorial), qui impliquent les différentes échelles de gouvernance (CEDEAO/UEMOA, Etats, Collectivités locales).

Plus d'info... :

PREPP : Programme régional d'éducation et formation des populations pastorales en zones transfrontalières. APESS avec le soutien de la DDC et les partenariats des ministères en charge de l'éducation de la formation professionnelle, de l'élevage et de la décentralisation des pays concernés.







Secrétariat Général de l'APÉSS

04 BP 590 Ouagadougou 04 Burkina Faso

Tél. +226 50 34 66 36 ; +226 66 07 90 53

E-mail : sg@apess.org -

Web site : www.apess.org